

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCATP)

**(CCATP groupement de commande État / Région n° dirce-srexlyon-  
dse-25-tunnel du 17 octobre 2025)**

#### *Groupement de commande*

ÉTAT – Ministère Chargé des Transports  
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)  
**et** Région Auvergne-Rhône-Alpes - 101 cours Charlemagne – CS 20033 – 69269  
LYON CEDEX 02 - SIRET 200 053 767 00014

**Le coordonnateur du groupement est :** Ministère Chargé des Transports  
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)

#### *Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

ÉTAT – Ministère Chargé des Transports  
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)  
et Région Auvergne-Rhône-Alpes - 101 cours Charlemagne – CS 20033 – 69269  
LYON CEDEX 02 - SIRET 200 053 767 00014  
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE) en tant que  
coordonnateur d'un groupement de commande avec la Région Auvergne – Rhône-  
Alpes

#### *Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)*

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre Est par délégation en  
vigueur de Madame la Préfète Coordinatrice des Itinéraires Routiers pour la partie  
État  
Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre Est par délégation en  
vigueur de Monsieur le Président de la Région Auvergne – Rhône-Alpes pour la  
partie Région

#### *Objet du marché*

Entretien des tunnels et tranchées couvertes gérés par le district de Saint-Étienne dans la Loire  
(42)

#### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : Vendredi 13 février 2026 à 12h00 (heure locale de  
l'adresse du RPA)



# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	5
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	7
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-6. Mesures de sécurité – Prestations intéressant la Défense – Obligation de discrétion.....	8
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-8. Dispositions générales.....	8
1-9. Ordres de service.....	11
1-10. Clauses de réexamen du marché public.....	12
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES. 13</b>	
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	13
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	13
3-3. Variation dans les prix.....	14
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	16
<b>ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>16</b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	16
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	16
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	16
4-4. Interventions urgentes.....	17
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>17</b>
5-1. Retenue de garantie.....	17
5-2. Avances.....	17

<b>ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>18</b>
7-1. Période de préparation.....	18
7-2. Programme d'exécution.....	18
7-3. Conditions d'exécution.....	19
<b>ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>20</b>
8-1. Vérifications quantitatives et qualitatives.....	20
8-2. Admission.....	20
8-3. Garantie(s).....	20
<b>ARTICLE 9. RÉSILIATIONS.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>21</b>
10-1. Consistance et description des prestations.....	21
10-2. Description des installations.....	22
10-3. Mode opératoire – Processus de mise en œuvre.....	25
10-4. Véhicules courants et matériel de nettoyage.....	27
10-5. Modalités particulières d'exécution des ouvrages.....	28
<b>ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>30</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le Code de la Commande Publique est désigné par l'abréviation CCP.*

*Dans tout ce document, le « Maître de l'ouvrage » est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les prestations sont exécutées.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché et Normes**

Le présent marché intervient dans le cadre du groupement de commande mis en place entre la DIRCE, la DIRMC et la Région Auvergne-Rhône-Alpes suite à l'expérimentation 3DS qui a débuté le 1er janvier 2025. À noter que ce marché est hors périmètre de la DIRMC.

Les prestations, objet du présent marché, concernent **l'entretien des tunnels et tranchées couvertes du district de Saint-Étienne (42) notamment le lavage, le balayage et l'hydrocurage sur les périmètres État et Région.**

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- Autoroute A 47 : tunnel situé au PR 16+500, Rive de Gier, commune de Rive de Gier – périmètre État
- Autoroute A 72 : tranchée Couverte située au PR 6+200, commune de Saint-Étienne – périmètre État
- RN 88 : tunnel du Rond-Point situé au PR 38+400, commune de Saint-Étienne – périmètre Région
- RN 88 : tranchée couverte de Firminy située commune de Firminy – périmètre Région : tranchée principale du PR49+880 à 49+430, puis la tranchée couverte Albert CAMUS du PR 49+750 à 49+880.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

### **1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications**

#### **1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont

habilités à représenter le RPA auprès du titulaire :

**1- Le chef du service régional d'exploitation de Lyon** ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

**2- Le chef du district de Saint-Étienne** ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 27, 28 et 29 du CCAG) ;
- f) Refus de la demande de paiement si méconnaissance des obligations de dématérialisation des factures (11.8.1 du CCAG).

### **1-2.2.** Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'Acte d'Engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

### **1-2.3.** Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

L'échange dématérialisé est obligatoire.

Les notifications seront effectuées aux adresses de messagerie électronique indiquées dans l'Acte d'Engagement. Tout changement devra être signalé pour être valable.

Les notifications et échanges se feront en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur PLACE pour la DIRCE comme pour la Région AURA permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique, par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG.

## **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

## **1-4. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le maître d'ouvrage ou son représentant ayant reçu délégation.

Les bons de commande seront adressés pendant les jours et heures ouvrables, (du lundi au vendredi de 8h00 à 11h45 et de 13h30 à 16h45), du 1er janvier au 31 décembre par échanges dématérialisés dans les conditions définies au 1-2.3 du présent CCATP.

Les notifications seront effectuées aux adresses de messagerie électronique indiquées dans l'Acte d'Engagement. Tout changement devra être signalé pour être valable.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'Acte d'Engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

### **Chaque bon de commande précise :**

- Le maître d'ouvrage ;
- Le titulaire ;
- La désignation des prestations ;
- La quantité commandée par prestation ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par prestation ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- La date de début des prestations et le délai d'exécution ;
- La durée éventuelle de la période de préparation ;
- Le lieu d'exécution ;
- Un numéro de commande ;
- La référence du marché
  - pour le lot État n°1 : EJ court et EJ long
  - pour le lot Région AURA n° 2 : référence comptable.

## **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-après qui sont traités par marchés à lots séparés :

<b>Désignation des lots</b>	
<b>Lot 1</b>	District de Saint-Étienne périmètre État Autoroute A 47 : tunnel situé au PR 16+500, Rive de Gier, commune de Rive de Gier Autoroute A 72 :tranchée Couverte située au PR 6+200, commune de Saint-Étienne

Désignation des lots	
<b>Lot 2</b>	District de Saint-Étienne périmètre Région RN 88 : tunnel situé au PR 38+400, rond point, commune de Saint-Étienne RN 88 : tranchée couverte situé au PR 49+000, commune de Firminy RN 88 : tranchée Couverte n° 1 située au PR 49+800, commune Firminy

## **1-6. Mesures de sécurité – Prestations intéressant la Défense – Obligation de discrétion**

### **1-6.1.** Mesures de sécurité

Sans objet.

### **1-6.2.** Dispositions relatives aux prestations intéressant la « Défense »

Sans objet.

### **1-6.3.** Obligation de discrétion

Sans objet.

### **1-6.4.** RGPD (Règlement général sur la protection des données) :

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-2 du présent CCATP.

## **1-7. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-8. Dispositions générales**

### **1-8.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article au prestataire e-attestations chargé de cette vérification pour le compte du RPA.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-8.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### **1-8.2.1.** Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....*

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."*

En application de l'article L1262-4-1 du Code du Travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France, qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public, doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du Travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins ;
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32 du CCAG.

#### **1-8.3.** Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à la personne publique dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1-8.4.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3 ci-dessus.

#### **1-8.5.** Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

#### **1-8.6.** Clauses sociales et environnementales

##### 1-8.6.1. Clauses sociales

Sans objet, la facilitatrice contactée relève un montant trop faible avec des prestations de services de nuit ne facilitant pas une insertion concernant les clauses sociales.

##### 1-8.6.2. Clauses environnementales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Pour les deux lots, les conditions sont les suivantes :

- Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED), conditions d'exécution environnementales. Le SOGED deviendra contractuel à la signature du marché.
- Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE), établissement et mise en œuvre du plan de respect de l'environnement (PRE). Le SOPRE deviendra contractuel à la signature du marché.

### **1-9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

Le nom de la personne habilitée à signer les ordres de services devra obligatoirement être mentionné.

## **1-10. Clauses de réexamen du marché public**

Sans objet

### **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification du marché ne comprend qu'une copie de l'acte d'engagement. Les autres pièces sont celles contenues dans l'offre du titulaire ou mises en ligne sur le profil acheteur.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

#### **A- Pièces particulières**

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- la liste des prix (LP) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance ;
- les avenants et leurs annexes ;
- les bons de commande émis au titre du présent marché.

#### **Engagements Unilatéraux de l'entreprise (périmètre État uniquement)**

À l'appui de son offre, l'entrepreneur a présenté les documents listés ci-dessous qui constitue des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenus dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'ils avaient décrits dans ses documents.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

- le mémoire justificatif et explicatif

L'acheteur se laisse la possibilité d'exclure certains éléments du mémoire technique au moment de l'attribution par le biais d'une mise au point.

#### **B- Pièces générales**

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les normes en vigueur.

## **ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Prévention de la Santé (SPS) ;
- que les prestations seront réalisées sur autoroutes ou voies rapides, de nuit, avec les attentes nécessaires à la mise en place et au déplacement de la signalisation de protection effectués par et sous la responsabilité du CEI de La Varizelle (District de Saint-Étienne) ;
- que certaines prestations seront effectuées sous et hors circulation (neutralisation d'une, plusieurs ou toutes les voies avec basculement ou déviation de la circulation par le maître d'œuvre) avec les attentes dues au trafic, incidents ou accidents ;
- des définitions horaires suivantes pour l'application des prix :

Travaux réalisés uniquement **de nuit, avec une fréquence de 4 nuits par semaine (du lundi au vendredi). Horaires de nuit** : de 20h30 à 4h00.

#### **3-2.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Si les prestations ne peuvent être réglées au moyen des prix prévus au marché, il est établi des prix nouveaux dans les conditions suivantes :

- Tout prix nouveau fait l'objet d'un avenant.

#### **3-2.3.** Modalités du règlement des comptes du marché

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le RPA.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG.

La remise de la demande de paiement intervient au début du mois pour tous les bons de commande exécutés le ou les mois précédents.

#### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

##### **3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Le numéro de SIRET du destinataire :

- État 110 002 011 00044 ou
- Région 200 053 767 00014

selon le bon de commande utilisé sur le périmètre concerné – (cf. annexe)

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que les informations suivantes, qui seront transmises par le service ordonnateur suite à la notification du marché :

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché État ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché Région ;
- Le numéro de SIRET du destinataire cité ci-dessus en fonction du périmètre ;
- Le code du service exécutant de la dépense concernant la Région est « Routes »
- L'émetteur de la facture (État ou Région)
- Les références des bons de commandes

Lors du dépôt de la facture, le fichier devra respecter la nomenclature suivante :

État : Numéro de facturation interne - Nom du service de la DIRCE - Nom du fournisseur.

Région : Numéro de facturation interne - Nom du service de la DIRCE, pour le compte de la Région - Nom du fournisseur.

Il convient de prévenir le service ordonnateur à chaque dépôt en lui transmettant le certificat de dépôt concerné disponible sur Chorus Pro.

Remarques :

- Les factures doivent être transmises, selon la fréquence demandée (mensuelle/trimestrielle...) et regroupées en un seul et même dépôt sur Chorus Pro et sur une seule et même journée à prévoir au planning ;
- S'il s'est écoulé moins de 80 jours depuis le dépôt précédent, alors le RPA se réserve la possibilité de refuser la ou les factures concernées.

ANNEXE 2 : modalités de dépôt des factures via chorus pro (périmètre Région)

ANNEXE 3 : modalités de dépôt des factures via chorus pro (périmètre État)

### 3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt du projet de décompte sur Chorus Pro (à l'exception du cas particulier du projet de décompte final pour lequel le point de départ du délai de paiement correspond au dépôt du décompte général définitif sur Chorus Pro par le titulaire)

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

- par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités

de retard.

**3-3.1.** Les prix sont révisibles par ajustement des prix suivant les modalités fixées à l'article 3-3.3.

**3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCATP.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

**3-3.3.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :  $C_n = I_n - 3 / I_0$

La périodicité de la révision est de 12 mois. La première révision est effectuée au mois anniversaire de la notification avec :

- $I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;
- $I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 3 mois.

Le titulaire propose le coefficient de révision au RA par mail deux mois avant la date anniversaire. Dès validation du RA, il transmet sa liste de prix révisée. Celle-ci s'applique à tous les bons de commande émis pendant la nouvelle période.

Les conditions et périodicités d'ajustement sont fixées comme suit :

Le titulaire du marché s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur, en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur, son nouveau tarif de référence avec un préavis de 2 mois minimum, avant la date de reconduction du marché.

**3-3.4.** Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités sont des sommes forfaitaires dues par le titulaire lorsqu'une obligation contractuelle n'est pas respectée. Elles sont situées hors champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement.

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

#### **4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

En cas de retard d'exécution dans les délais fixés dans le bon de commande, par dérogation à l'article 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG:

- le titulaire subit une pénalité de 1000 € par jour de retard en cas de non-respect des jours d'intervention programmés.
- le titulaire subit une pénalité de 500 € par demi-heure de retard en cas de dépassement de la plage horaire d'intervention.
- pour le calcul du nombre de demi-heures de retard, toute fraction de demi-heure sera considérée comme demi-heure entière.
- l'application des pénalités sera déclenchée par simple constatation du retard.

#### **4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet.

### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

#### **4-3.1. Pénalité pour non remise en état des lieux**

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements de la personne publique. En cas de non remise en état des locaux ou emplacements de la personne publique après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4-3.2.** Pénalité pour non-conformité des matériels et des véhicules :

En cas de non-conformité constatée des matériels aux prescriptions de l'article 10-4 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 €..

#### **4-3.3.** Pénalité pour non remise des bordereaux de suivi des déchets prévus au 8-1 du présent CCATP

En cas de non remise des bordereaux de suivi des déchets dans les délais prévus au 8-1 du présent CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

#### **4-3.4.** Pénalité pour non respect des clauses environnementales prévus au 1-8-6.2 du présent CCATP

En cas de non respect des clauses environnementales, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4-3.5.** Pénalité pour non respect du devoir d'alerte prévus au 1-6.4 du présent CCATP

En cas de non respect du devoir d'alerte, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

### **4-4. Interventions urgentes**

Sans objet.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

- **Pour les commandes sur le périmètre État** : le pourcentage est fixé à 30 %. Le même pourcentage s'applique si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise).

- **Pour les commandes sur le périmètre Région** : le pourcentage est fixé à 5 %. Si le titulaire est une TPE-PME le pourcentage est de 10%.

Le titulaire qui souhaite le versement de l'avance doit préalablement constituer et transmettre à l'acheteur une garantie à première demande d'un montant égal à l'avance consentie, dès que le montant de cette avance est supérieur ou égal à 50 000 €.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3 ci-dessus compté à partir de la date de notification du bon de commande.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du marché atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

Si le marché est passé avec un groupement, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à la personne publique avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

## **ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Période de préparation**

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

### **7-2. Programme d'exécution**

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

### **7-3. Conditions d'exécution**

#### **7-3.1. Dispositif de sécurité**

L'entreprise est censée savoir que l'exécution de certaines prestations est soumise aux diverses contraintes dues aux mesures d'exploitation liées au trafic, et qu'elle ne pourra se prévaloir d'indemnisation complémentaire ultérieure concernant les attentes ou problèmes divers qui peuvent en découler.

Pendant les trajets sur les voiries, le prestataire s'assurera qu'aucun déversement provenant des camions ne se produira sur les chaussées.

#### **7-3.2. Installation des chantiers du titulaire**

Sans objet.

#### **7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport**

##### **7-3.3.1. Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire**

Sans objet.

##### **7-3.3.2. Stockage, emballage, et transport**

Sans objet.

#### **7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique**

La mise en place, le déplacement, la maintenance et l'enlèvement de la signalisation temporaire de chantier n'est pas à la charge de l'entreprise. Cette prestation sera assurée par le maître d'œuvre.

#### **7-3.5. Maintien des communications**

Sans objet.

#### **7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le titulaire doit fournir à la personne publique, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

La personne publique se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

### **7-3.7.** Mise à disposition de matériels par la personne publique

Sans objet.

## **ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Vérifications quantitatives et qualitatives**

Elles seront vérifiées à l'issue de chaque période d'intervention.

Le titulaire dispose d'un délai de 8 jours consécutifs à compter de la fin de l'exécution des prestations donnant lieu à une évacuation de déchets en centre de traitement ou de stockage pour remettre au maître d'œuvre, ou à son représentant désigné, le bordereau de suivi des déchets correspondant.

### **8-2. Admission**

Aucune stipulation particulière.

### **8-3. Garantie(s)**

#### **8-3.1.** Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

#### **8-3.2.** Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

#### **8-3.3.** Garantie particulière

Sans objet.

## **ARTICLE 9. RÉSILIATIONS**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou sans autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1-h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à

l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, par dérogation à l'article 42 du CCAG, le pourcentage d'indemnité est fixé à 5%.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES**

### **10-1. Consistance et description des prestations**

Le prestataire devra toujours se conformer scrupuleusement aux instructions qui lui seront données par le maître d'œuvre ou son représentant qui, à moins de stipulation écrites contraires, a seul qualité pour donner des ordres concernant la direction de l'exécution des travaux.

#### **10-1.1. Consistance des prestations**

Les travaux confiés à l'entreprise sont les suivants :

- Travaux de lavage des parois des tunnels, des niches de secours et d'une galerie inter-tubes ;
- Nettoyage et balayage des chaussées, des trottoirs, d'une galerie inter-tubes et des niches de sécurité ;
- Hydrocurage des réseaux d'assainissement (chaussées et collecteurs de drains de voûtes) ;
- Lavage des vitres et portes des niches de sécurité et des issues de secours.

Les travaux pourront être réalisés sur 5 (cinq) sites distincts et 2 (deux) périmètres comme suit :

#### **Lot 1 Périmètre État :**

- Autoroute A 47 : tunnel situé au PR 16+500, Rive de Gier, commune de Rive de Gier – périmètre État
- Autoroute A 72 : tranchée Couverte située au PR 6+200, commune de Saint-Étienne – périmètre État

#### **Lot 2 Périmètre Région :**

- RN 88 : tunnel situé au PR 38+400, rond point, commune de Saint-Étienne – périmètre Région
- RN 88 : tranchée couverte située du PR 48+880 au PR 49+430, commune de Firminy – périmètre Région
- RN 88 : tranchée couverte n° 1 située au PR 49+750 au PR 49+880, commune Firminy – périmètre Région

Aucune réclamation ne sera acceptée pour ce qui concerne la nature des terrains rencontrés ou pour les difficultés d'accès. Il en est de même concernant les aléas dus aux conditions de trafic, incident ou accident nécessitant soit une interruption temporaire, soit l'arrêt définitif de l'atelier pendant la période de travail programmé.

**A ce titre, l'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité.**

Cependant, le présent marché prévoit des indemnités pour annulation de prestations en cas d'impossibilité de démarrage du chantier.

**La nature des travaux prévue ne nécessite pas d'intervention d'urgence, le marché ne concerne que des travaux programmés.**

Les prestations seront exécutées exclusivement de nuit sous coupures de voies ou sous circulation avec protection assurée par le maître d'œuvre. Elles pourront également être réalisées pendant des coupures d'infrastructures déjà programmées pour d'autres travaux.

Les horaires de travail seront compris du lundi au vendredi, dans une tranche horaire allant de 20h30 à 4h30.

#### **10-1.2. Prestations non confiées à l'entreprise**

La fourniture, de la mise en place et de la maintenance de la signalisation temporaire de chantier sera fournie et mise en place par le district de Saint-Étienne.

### **10-2. Description des installations**

#### **Périmètre État :**

##### **- A47: Tunnel Rive de Gier**

Le tunnel de RDG situé au PR 16+500, Rive de Gier, commune de Rive de Gier est un monotube bidirectionnel à 2x2 voies de 80m, équipé uniquement d'une main courante avec plots de jalonnement tous les 10m.

##### **- A72 : Tranchée couverte**

TC située au PR 6+200, commune de Saint-Étienne

#### **Périmètre Région :**

##### **- Route Nationale n° 88 : Tunnel du Rond-Point**

Le tunnel du Rond-Point se situe le long de la Route Nationale n° 88, entre les PR 38 + 400 et PR 39 + 000, sur le territoire de la commune de Saint-Étienne.

L'ouvrage proprement dit, d'une longueur de 448 mètres, est composé de deux tubes en demi-lune (le tube Nord et le tube Sud), d'une galerie inter-tubes, équipée d'un PAU, d'une caméra et d'une armoire de commande, ainsi que d'un système de surpression et de 6 (six) niches de secours (3 dans chaque sens) composées de :

- 1 panneau CE2a/CE29 (H 1000 x L 150 x P 500mm)
- 1 réglette 36W de 650mm
- 1 PAU
- 1 coffret de 2 extincteurs (H 972 x L 585 x P 272mm)
- 1 coffret de prises
- 1 coffret de téléphone pompiers/Osiris (1 à chaque tête et par sens de circulation)

Dans chaque tube :

- Chaussée : largeur 8,00 mètres ;
- Trottoirs : 2 trottoirs de 1,00 mètre de largeur situés de part et d'autre de l'infrastructure.
- Capteurs CO+NO2 + Opacimètre (3 ensemble par tube) = **A protéger à chaque lavage**

Le tube Nord correspond au sens de circulation Saint-Étienne – Firminy et le tube Sud au sens de circulation Firminy – Saint-Étienne.

Dans chaque tube :

- Un caniveau à fente sous lequel se trouve le collecteur de DN 300 d'une longueur de 500 mètres. Ce caniveau comporte tous les 50 mètres un regard siphoné ;
- Dans les trottoirs, un collecteur de DN 150, d'une longueur de 400 mètres pour capter le drainage des voûtes. Ce collecteur comporte tous les 5 mètres un regard.

L'écoulement naturel des eaux de ruissellement se fait dans le sens Saint-Étienne – Firminy.

L'ensemble des réseaux d'assainissement de surface se déversent dans le déshuileur et le bassin de rétention se situant à la sortie aval du tube Nord

**Le lavage mécanique des parois représente environ 9 000,00 mètres carrés pour les parois des 2 tubes et le lavage manuel, soit la galerie inter-tubes et les niches de secours, représentant une surface à laver de l'ordre de 75,00 mètres carrés au maximum.**

**La dimension de la galerie inter-tubes est d'une longueur de 7,00 mètres, d'une largeur de 4,00 mètres et d'une hauteur de 3,20 mètres.**

**La surface de balayage mécanique (chaussées et trottoirs) est de l'ordre de 9 000,00 mètres carrés et le balayage manuel (galerie inter-tubes et niches de secours) est de l'ordre de 250 mètres carrés.**

#### **- Route Nationale n° 88 : Tranchée Couverte de Firminy**

L'ouvrage principal est situé sur la commune de Firminy, le long de la Route Nationale 88, entre les PR 48+880 et 49+440. L'ouvrage secondaire, tranchée couverte Albert Camus est situé du PR 49+750 au PR 49+880.

L'ouvrage, d'une longueur d'environ 553,00 mètres, est composé d'un tube de forme rectangulaire. Les chaussées sont séparées en leur milieu par une glissière de sécurité en béton, comprenant, pour chaque sens de circulation :

- Chaussée : largeur 8,00 mètres ;
- Trottoirs : 1 trottoir de 1,00 mètre de largeur situé à droite de la chaussée, dans le sens de circulation.

L'ouvrage est équipé de caniveaux à fente en rive (sous trottoirs) et en TPC (Terre Plein Central) sous lesquels se trouve un collecteur de DN 350 et des regards siphonés.

		Longueur de caniveau à fente (en mètres)	Nombre de regard siphoné
<b>SENS 1</b> <b>St Etienne → Firminy</b>	<b>En rive</b>	550	10
	<b>En TPC</b>	120	3
<b>SENS 2</b> <b>Firminy → St Etienne</b>	<b>En rive</b>	550	12
	<b>En TPC</b>	-	-
<b>TOTAL</b>		1 220	25

Il comporte également 5 issues de secours comportant chacune une niche de sécurité : 2 dans le sens de circulation Saint-Etienne – Haute-Loire et 3 dans le sens de circulation Haute-Loire – Saint-Etienne ainsi que 3 portillons d'accès pour piétons dans le sens de circulation Saint-Etienne – Haute-Loire. Chacune des niches de sécurité est fermée et comprend un poste d'appel RAU (Réseau d'Appel d'Urgence) et un extincteur.

Une issue de secours supplémentaire est située sur l'ancienne bretelle d'entrée, au niveau de la porte acoustique, dans le sens Haute-Loire – Saint-Etienne.

Cet ouvrage est également équipé de 8 postes de secours en applique murale, constitués de :

- 1 panneau CE2a/CE29 (H 1000 x L 150 x P 500mm)
- 1 réglette 36W de 650mm
- 1 mini PAU
- 1 coffret de 2 extincteurs (H 972 x L 585 x P 272mm)
- 1 coffret de prises
- 1 coffret de téléphone pompiers/Osiris (1 à chaque tête et par sens de circulation)

Le lavage des parois sera à réaliser uniquement sur les voies lentes (dans les deux sens), sur une hauteur de 3.80 mètres maximum.

Ces éléments décomposent de ce fait les travaux de la manière qui suit.

**--> *Sens Saint-Etienne – Haute-Loire :***

Le lavage sera assuré sur une première partie, d'une longueur de 210,00 mètres, puis une deuxième partie, d'une longueur de 200,00 mètres, séparés par la bretelle de sortie de la Gare d'une longueur de 125,00 mètres.

Un balayage mécanique sera à réaliser sur la chaussée et les trottoirs.

**--> *Sens Haute-Loire – Saint-Etienne :***

Le lavage sera assuré sur la longueur complète de l'ouvrage, soit 535,00 mètres, ainsi que sur la bretelle d'entrée depuis la Gare. La longueur de cette bretelle est de l'ordre de 35,00 mètres et le lavage sera assuré des deux côtés.

Un balayage mécanique sera à réaliser sur la chaussée, les trottoirs ainsi que sur la bretelle d'entrée.

**La surface à laver représente environ 3 840,00 mètres carrés.**

**La surface à balayer représente environ 4 500,00 mètres carrés.**

**- Route Nationale n° 88 : Tranchée Couverte Albert Camus**

La tranchée couverte est située sur la commune de Firminy, le long de la Route Nationale 88, au P.R. 49 + 800.

L'ouvrage, d'une longueur d'environ 140,00 mètres, est composé d'un tube de forme rectangulaire. Les chaussées sont séparées en leur milieu par une glissière de sécurité en béton.

Dans chaque tube :

- Chaussée : largeur 8,50 mètres ;

- Trottoirs : 1 trottoir de 1,25 mètre de largeur situé à droite de la chaussée, dans le sens de circulation.

L'ouvrage est composé de deux parties distinctes :

- des murs habillés, sur lesquels le lavage ne sera pas à réaliser ;
- des murs non habillés, sur lesquels le lavage sera à réaliser.

La décomposition de l'ouvrage, valable pour les deux sens de circulation, est la suivante :

- sur les 40,00 premiers mètres, murs habillés ;
- sur les 80,00 mètres suivants, murs non habillés ;
- sur les 40,00 derniers mètres, murs habillés.

Le lavage des parois sera à réaliser uniquement sur les voies lentes (dans les deux sens), sur une hauteur de 4.90 mètres et le balayage de la chaussée et des trottoirs dans les sens de circulation.

**La surface à laver représente environ 700,00 mètres carrés.**

**La surface à balayer représente environ 1 000,00 mètres carrés.**

### **10-3. Mode opératoire – Processus de mise en œuvre**

#### **10-3.1. Mode opératoire**

##### **- Tunnel du Rond-Point**

Deux procédés distincts seront mis en œuvre :

- Une prestation complète comprenant le balayage, le lavage et l'hydrocurage ;
- Une prestation simple comprenant le balayage et le lavage.

##### ***--> Prestation complète***

Le nettoyage des tubes devra être réalisé de la manière suivante :

- 1 – Balayage manuel de la galerie inter-tubes et des niches de secours ;
- 2 – Balayage mécanique de la chaussée et des trottoirs et bretelles ;
- 3 – Protection des capteurs et clapets coupe-feu de la galerie inter-tubes ;
- 4 – Lavage des parois du tunnel, de la galerie inter-tubes et des niches de sécurité, y compris les portes et les panneaux de signalisation ;
- 5 – Hydrocurage des caniveaux à fente, du collecteur DN 300 et collecteur DN 150 ;
- 6 – Hydrocurage et nettoyage du déshuileur et des regards tête OUEST (Rivière) ;
- 7 – Lavage des panneaux de police.

##### ***--> Prestation simple***

Le nettoyage des tubes devra être réalisé de la manière suivante :

- 1 – Balayage mécanique de la chaussée et des trottoirs et bretelles ;
- 2 – Protection des capteurs et clapets coupe-feu de la galerie inter-tubes ;
- 3 – Lavage des parois du tunnel, de la galerie inter-tubes et des niches de sécurité, y compris les portes et les panneaux de signalisation ;
- 4 – Lavage des niches de sécurité et des panneaux de signalisation ;
- 5 – Lavage des panneaux de police.

L'Entreprise disposera au maximum d'une nuit par sens de circulation (tube fermé) pour

effectuer l'ensemble de ces opérations dans les deux tubes pour la prestation complète et pour la prestation simple, Les nuits retenues pour l'exécution des opérations seront définies lors de la passation de la commande.

Dans les deux cas de figure (prestation complète ou simple), les travaux seront réalisés sous coupure de circulation, **charge à l'entreprise de mettre en place les moyens humains et matériels pour pouvoir répondre à la demande du Maître d'œuvre.**

*- Tranchée couverte de Firminy*

Le nettoyage de la tranchée devra être réalisé de la manière suivante :

- 1 – Balayage de la chaussée, des trottoirs et de l'ancienne bretelle d'entrée ;
- 2 – Lavage des parois du tunnel, des 5 niches de sécurité, y compris les portes et l'ensemble des panneaux de police et des panneaux lumineux ;
- 3 – Lavage des 8 postes de secours ;
- 4 – Lavage des panneaux de police et des portes des niches de sécurité et des issues de secours.
- 5 – Hydrocurage des caniveaux à fente et du collecteur DN 350 (prestation complète)

L'Entreprise disposera au maximum de 2 (deux) nuits pour effectuer l'ensemble de ces opérations dans les deux sens de circulation, **charge à elle de mettre en place les moyens humains et matériels pour pouvoir répondre à la demande du Maître d'œuvre.** Les nuits retenues pour l'exécution des opérations seront définies lors de la passation de la commande.

### **10-3.2.** Processus de mise en œuvre

Le Maître d'œuvre mobilisera son personnel afin de permettre à l'entreprise de réaliser l'ensemble des prestations en 3 ou 4 nuits (du lundi au mercredi ou jeudi). Cependant, s'il n'est pas en mesure de pouvoir signaler l'intégralité des 3 ou 4 nuits, il en assurera au minimum 2 d'affilées.

Cette organisation permet la mise en place des ateliers de balayage, de lavage et d'hydrocurage de la manière suivante :

- **1<sup>ère</sup> nuit** : Réalisation des prestations (simple ou complète) du Tunnel du Rond-Point,
- **2<sup>ème</sup> nuit** : Réalisation des prestations (simple ou complète) du Tunnel du Rond-Point,

soit dans la foulée des deux premières, soit de manière totalement indépendante lors d'une semaine précédente ou suivante,

- **1<sup>ère</sup> nuit** : Réalisation des prestations (simple ou complète) des tranchées couvertes de Firminy,
- **2<sup>ème</sup> nuit** : Réalisation des prestations (simple ou complète) des tranchées couvertes de Firminy, en nuit de secours

de signalisation, soit dans la foulée des deux premières, soit de manière totalement indépendante pour la réalisation des prestations du Tunnel de Rive de Gier et des Tranchées Couvertes de La Terrasse et N°1 (Albert Camus) de Firminy.

**Fréquence annuelle des prestations :**

A titre informatif, **et non contractuel**, les fréquences usuelles d'entretien sont les suivantes :

	Fréquence d'intervention
<b>Tunnel du Rond-Point – Prestation complète</b>	2 fois / an
<b>Tunnel du Rond-Point – Prestation simple</b>	0 à 2 fois/an
<b>Tranchée couverte de Firminy</b>	2 à 4 fois / an

**10-4. Véhicules courants et matériel de nettoyage***- Véhicules courants*

Les véhicules utilisés pour amener le personnel à pied d'œuvre devront être en parfait état de marche et posséder les équipements de signalisation nécessaire.

*- Balayeuses*

La balayeuse sera de type aspiratrice avec dépression, à balayage bilatéral et central. Elle aura une capacité minimale de 7 m<sup>3</sup>, une largeur de balayage de 2,50 m, elle sera dotée également d'une trompe d'aspiration arrière et de réservoirs d'eau pour l'arrosage.

Elle devra également être équipée d'un troisième balai, frontal, pour pouvoir assurer le balayage des trottoirs. Le franchissement à assurer est de l'ordre de 20 centimètres.

**En aucun cas, le véhicule ne sera autorisé à circuler sur les trottoirs pour en assurer le balayage.**

L'entreprise présentera sa fiche technique et son autorisation de circuler.

*- Hydrocureuses*

Le véhicule hydrocureur fera au minimum 19 tonnes, équipé d'une cloison mobile, d'une pompe haute pression avec un minimum de 170 bars et sa puissance d'aspiration sera de 270 litres minimale.

L'entreprise présentera sa fiche technique et son autorisation de circuler.

*- Véhicule d'intervention rapide mixte (haute pression) avec réserve d'eau chaude et froide)*

Ce véhicule est destiné au lavage des chaussées si nécessaire, au nettoyage des collecteurs de DN 150 ainsi qu'à l'application du détergent pour le lavage des parois du tunnel.

Outre sa fonctionnalité de réserve d'eau chaude et froide, ce véhicule devra également présenter une cuve pouvant contenir du détergent.

Ce véhicule peut également assurer le lavage manuel des parois de la niche de secours si le véhicule assurant le lavage mécanique des parois du tunnel ne peut pas assurer cette tâche.

L'entreprise présentera sa fiche technique et son autorisation de circuler.

*- Véhicule assurant le lavage mécanique des parois*

Ce véhicule sera équipé soit de brosses rotatives, soit de jets à haute pression pour assurer le lavage mécanique des parois.

Pour le lavage des parois de la niche, le véhicule devra être équipé d'un jet à haute pression permettant d'assurer ce travail de manière manuelle.

L'entreprise présentera sa fiche technique et son autorisation de circuler.

*- Signalisation des véhicules et des personnels*

Les véhicules et personnels devront être équipés de la signalisation temporaire conformément à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 15 juillet 1974 et au Tome 3 du manuel du chef de chantier « route à chaussée séparée » (en particulier les balayeuses qui sont des véhicules de type 2).

## **10-5. Modalités particulières d'exécution des ouvrages**

### **10-5.1. Descriptions générales**

L'entrepreneur devra toujours se conformer scrupuleusement aux instructions qui lui seront données par le maître d'œuvre ou de son représentant qui, à moins de stipulations écrites contraires, a seul qualité pour donner des ordres concernant la direction de l'exécution des travaux.

### **10-5.2. Délais d'exécution**

Les jours et horaires des interventions programmées seront déterminés exactement avec le représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de non respect du jour (des jours) d'intervention prévu(s), tout retard sera sanctionné par l'application de la pénalité définie à l'article 4.2.1 du présent CCATP.

### **10-5.3. Circulation des engins de chantier**

La circulation des engins de l'entrepreneur sera soumise aux prescriptions suivantes :

**--> Manœuvres des engins et véhicules de chantier**

L'exécution des travaux se fera exclusivement en empruntant la voie mise à disposition et balisée par l'Administration.

Toute manœuvre de véhicule ou engin, hors de la zone de chantier réglementairement balisée, est interdite.

Les entrées et sorties de la zone de chantier se feront par les passages spécialement aménagés à cet effet, et toujours dans le sens de la circulation. Le créneau d'entrée sera toujours aménagé après le biseau de rétrécissement de chaussées.

Pendant l'exécution de toute manœuvre, la priorité restera aux usagers.

***--> Traversée du terre-plein central***

Celle-ci est interdite et le passage d'une chaussée à l'autre s'effectuera par l'intermédiaire des échangeurs sauf si l'autorisation est accordée par le maître d'œuvre.

**10-5.4. Balayage – Hydrocurage – Lavage des parois des tunnels**

Tous les travaux seront effectués avec le plus grand soin.

Les secteurs à traiter seront désignés par le maître d'œuvre ou son représentant.

Les produits de ramassage seront évacués directement à la décharge agréée de l'entreprise ou en site réservé pour y subir un traitement. L'entreprise fournira les bons de pesées.

Pendant les trajets sur les voiries, l'entrepreneur s'assurera qu'aucun déversement provenant de ses engins (eau, déchets, produits de balayage, etc.) ne se produira sur les chaussées.

**10-5.5. Coordination en matière de Sécurité et de Prévention des la Santé des Travailleurs (CSPS)**

***-Tunnel du Rond-Point et Tranchées couvertes de Firminy***

Conformément à la loi n° 93-1418, une coordination en matière de sécurité et de santé sera organisée aux fins de prévoir les risques de co-activité et d'exploitation et de prévoir l'utilisation des moyens de communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par la société titulaire du marché « Mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé » au moment de l'exécution du présent marché, désignée dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

**Plan de prévention**

Un Plan de Prévention sera établi pour tous ouvrages.

Le plan de prévention sera établi par la DIR-CE, à renseigner et signer par l'entreprise.

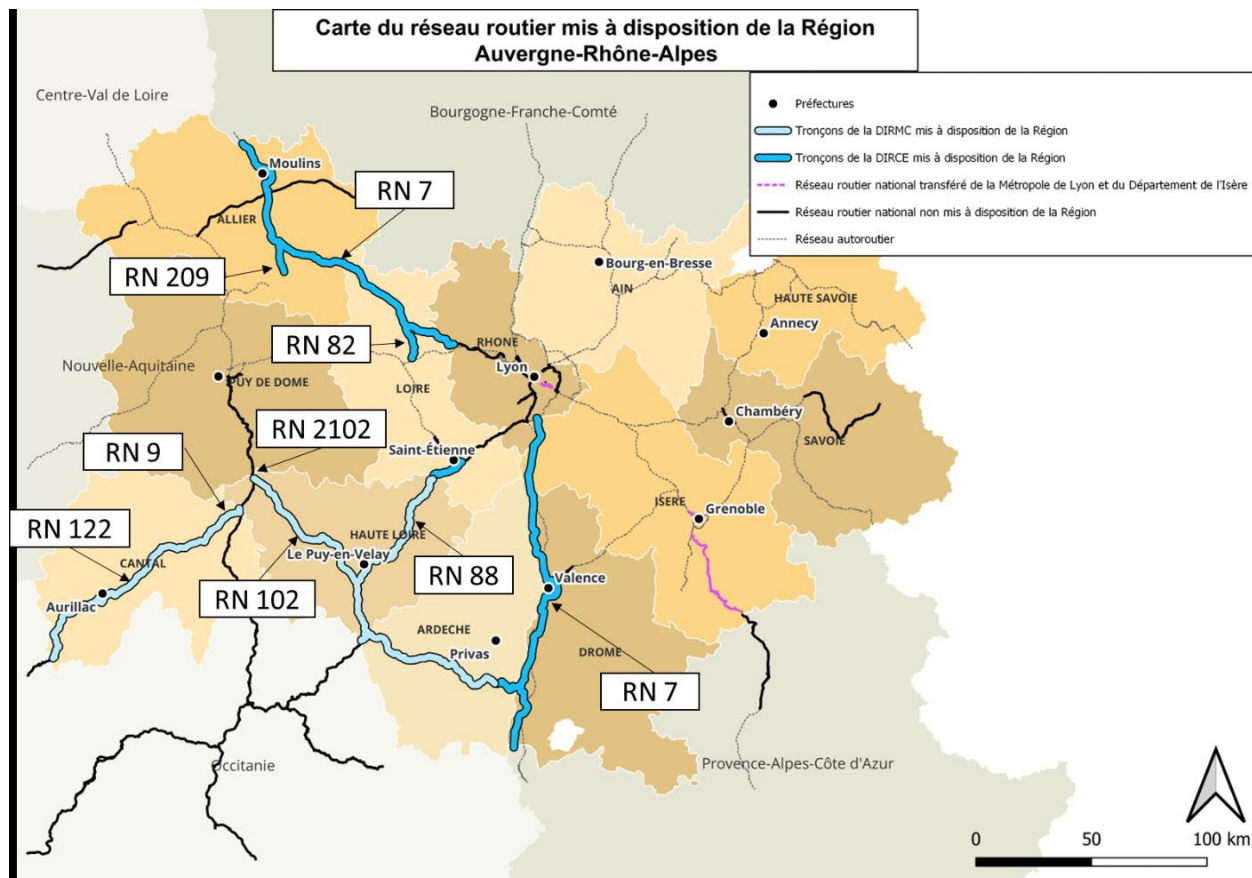
## **ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

<b>Dérogations</b>		
CCATP 1-2.3	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCATP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCATP 2	déroge à l'article	4.2 et 4.1 du CCAG
CCATP 3-3	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCATP 4-2.1	déroge à l'article	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG
CCATP 9	déroge à l'article	41.2 et 42 du CCAG

## **ANNEXE 1 – Carte du réseau DIRCE mis à disposition Région AURA**



## ANNEXE 2

## R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E



SIRET : 20005376700014  
TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR03200053767

**COMMANDE N° 2025-00002251**  
**du 27/02/2025**

**Titulaire**

**Complément fournisseur**  
N° tiers : 65548  
Contact :

## MODALITES de FACTURATION

**Dépôt CHORUS**  
<https://chorus-pro.gouv.fr>

## ADRESSE de LIVRAISON

**DIRCE**

## Référence à rappeler :

- N° d'engagement : E548574  
- Code Service : ROUTES

Marché n° : 2024-R300174542

A rappeler au début du libellé de la facture : C ou L

L=Lyon C= Clermont

<https://chorus-pro.gouv.fr>

## Lieu d'intervention :

**Date de livraison : 07/03/2025**

Commentaire : préciser « DIRCE pour le compte de la Région » => (il faut indiquer cette mention dans le commentaire GDA et ça apparaîtra automatiquement dans l'éditique)

## Description :

CE\_PE69\_CAF\_BC n°1\_MB RÉFECTION PARTIELLE CHAMBRE

Réf.	Libellé	Qté	Unité	PU H.T	Remise	Total HT	Taux TVA	Montant TTC
Service	Dépose benne	1	UNITE		0,00%		20,00%	

**TOTAL HT**

**TOTAL TVA**

**TOTAL TTC**

Signature et cachet,

Réception et signature par le fournisseur le



**La Région**  
Auvergne-Rhône-Alpes

**DIR Centre-Est**

## **Modalités de dépôt des factures via le portail CHORUS PRO « FACTURE »**

Cette procédure a pour objectif de vous informer et vous rappeler les consignes à respecter lors du dépôt de vos factures. **dépendants du périmètre Région**

✓ Rappel des consignes pour déposer :

**Important** : Les factures doivent être libellées ainsi : **DIRCE pour le compte de la Région.**

✓ 1 bon de commande ou un projet de décompte = 1 facture = 1 dépôt sur Chorus PRO.

✓ **Nouveauté** : **Votre facture doit contenir la révision.**

Nous vous recommandons de faire valider vos calculs avant de déposer votre facture sur la plateforme. Pour cela, envoyez votre facture au Chargé d'Affaires Financières en charge de la gestion de votre marché (demander à l'acheteur si besoin) pour correction / validation par mail avec objet : PROJET-FACTURE AVEC RÉVISION\_ENTREPRISE.

✓ En cas de groupement ou de sous-traitance, quelle qu'en soit la forme, **seul le mandataire est habilité à déposer.**

Attention au **cadre de facturation et aux destinataires choisis.**

*Exemple pour un dépôt mensuel : déposer sur le cadre de facturation :*

**A4-Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur**

✓ Informations obligatoires à renseigner lors du dépôt :

Une partie des informations figure sur votre bon de commande :

**Référence à rappeler :**

- N° d'engagement : **EXXXXXX**
- Code Service : **ROUTES**

- le numéro d'engagement ou « référence à rappeler » commençant par **E** : Ce numéro est propre à chaque commande ; il sera renseigné à l'édition du bon de commande.  
Pour les marchés de travaux, il vous sera donné à la notification.
- le code service : **ROUTES** (également déjà renseigné sur le bon de commande)
- la TVA : **TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR03200053767**
- le Destinataire de la facture : renseigner le n° SIRET de La Région Auvergne Rhône Alpes : **20005376700014**
- le n° de la facture d'origine : Indiquer DIRCE + votre numéro de facture entreprise

■ **Lorsque la DIRCE est maître d'œuvre (MOE) + maître d'ouvrage (MOA) :**

- SIRET Maîtrise d'Oeuvre : 20005376700014
- le Service : ROUTES
- **SIRET Maîtrise d'ouvrage : 20005376700014**

**DESTINATAIRE DE LA FACTURE**

Maîtrise d'ouvrage

\* SIRET :

20005376700014 X

Recherche avancée

Raison sociale :

REG AUVERGNE-RHONE-ALPES

Service :

ROUTE X

Recherche avancée

Libellé service :

ROUTES

Maîtrise d'œuvre :

\* SIRET :

20005376700014 X

Recherche avancée

Raison sociale :

REG AUVERGNE-RHONE-ALPES

Service :

ROUTE X

Recherche avancée

Libellé service :

ROUTES

■ **Lorsqu'un tiers est maître d'œuvre (MOE) et que la Région est le MOA :**

- SIRET Maîtrise d'Œuvre (DIRCE ou externalisée) : (rappel SIRET DIRCE = 13000173800017)
- le Service : ROUTES
- **SIRET Maîtrise d'ouvrage : 20005376700014**

### DESTINATAIRE DE LA FACTURE

Maîtrise d'ouvrage

\* SIRET :

20005376700014 X

Recherche avancée

Raison sociale :

REG AUVERGNE-RHONE-ALPES

Service :

ROUTE X

Recherche avancée

Libellé service :

ROUTES

Maîtrise d'œuvre :

\* SIRET :

13000173800017 X

Recherche avancée

Raison sociale :

Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)

Service :

Rechercher un service

Recherche avancée

Libellé service :

- ✓ Après la validation de votre dépôt, il est vivement recommandé :
- d'éditer le « **certificat de dépôt** » et vérifier les informations. Celui-ci peut vous être demandé par le service acheteur ultérieurement.
  - d'informer par mail le service acheteur de votre dépôt,

**Aide sur le dépôt sur chorus pro :**

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-les-factures-de-travaux-pour-les-fournisseurs-titulaires-sous-traitants-et-cotraitants/#1530265053516-4c37f316-9bc2>

## ANNEXE 3

### **Modalités de dépôt des factures via le portail CHORUS PRO « FACTURE » (État)**

Cette procédure a pour objectif de vous informer et vous rappeler les consignes à respecter lors du dépôt de vos factures.

✓ S'agissant d'une facture relative à un **marché Etat**, pour lequel un Acte d'Engagement a été établi et notifié, celle-ci doit être obligatoirement dématérialisée et déposée sur l'espace Chorus Pro « **FACTURE** ».

✓ Rappel des consignes pour déposer :

- Regrouper toutes les factures ou projets de décomptes du mois, sur **un seul et unique dépôt par mois et par marché**.

- En cas de groupement, quelle qu'en soit la forme, **seul le mandataire est habilité à déposer**.

- Le numéro de SIRET utilisé pour faire **votre** dépôt doit être **le même que celui renseigné dans le marché**.

- Le **cadre de facturation et les destinataires choisis** ont un impact très important sur le traitement de la facture.

*Exemple pour un dépôt mensuel : déposer sur le cadre de facturation :*

**A4-Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur**

✓ **Informations obligatoires à renseigner :**

Dans le bloc  
« Destinataire de la facture » :  
renseigner les numéros de SIRET du

**maître d'ouvrage**  
et du  
**maître d'œuvre**.

*Ces éléments doivent vous être transmis  
par le service acheteur  
(voir tableau ci-dessous)*

**Ne pas saisir de « code service »**

#### **DESTINATAIRE DE LA FACTURE**

Maîtrise d'ouvrage

\* SIRET :

Rechercher une structu...

Recherche avancée

Raison sociale :

Service :

Rechercher un service

Recherche avancée

Libellé service :

Maîtrise d'œuvre :

\* SIRET :

Rechercher une structu...

Recherche avancée

✓ Après la validation de votre dépôt, il est vivement recommandé :

- d'éditer le « **certificat de dépôt** » et vérifier les informations. Celui-ci peut vous être demandé par le service acheteur ultérieurement.
- d'informer le service acheteur de votre dépôt en joignant une copie des éléments déposés.

✓ Règle de nomenclature du dépôt :

***Nom du service de la DIRCE – Nom du fournisseur – Numero de facturation interne***

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-les-factures-de-travaux-pour-les-fournisseurs-titulaires-sous-traitants-et-cotraitants/#1530265053516-4c37f316-9bc2>